



Le temps des Réalisations

Bulletin mensuel bilingue d'informations - N° 12 - juin 2013
Cabinet Civil de la Présidence de la République du Cameroun

Récépissé de déclaration N° 00000038 / RDDJ / J06 / BASC du 9 juillet 2012

Directeur de Publication : Martin BELINGA EBOUTOU



20 mai 2013

La Nation unie dans sa diversité



20th May : Unity in Diversity

Sûreté et sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée

Le Cameroun accueille les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, de la CEDEAO et de la Commission du Golfe de Guinée

Maritime Security and Economic Emergence

Martin BELINGA EBOUTOU

Minister, Director of Civil Cabinet of the Presidency of the Republic

A filtered class of the human genius will be remarkably present in Yaoundé on 24 and 25 June during the Summit on maritime safety. What a come-together of illustrious personalities! Those who preside over the destinies of men and nations; those who ensure the well-being of peoples and peace between states. This shows the importance of the event, since it is the first Summit of Heads of State and Government of the Economic Community of Central African States (ECCAS), the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the Gulf of Guinea Commission (GGC) on maritime safety and security in the Gulf of Guinea. The leaders of the three sub-regional organizations, the Representative of the Secretary General of the United Nations, as well as experts and partners from diverse backgrounds, will join the diplomatic high mass whose aim is to achieve the security of our maritime space.

Indeed, the Gulf of Guinea is an "oil sponge" with one of the largest submarine oil deposits in the world. With 24 billion barrels of proven oil reserves, this part of the continent, which lies in Central and West Africa, is, by far, Africa's leading oil reservoir. The estimated natural gas reserves are even more substantial. The Gulf of Guinea has 30% of global diamond reserves, 50% of cobalt reserves, and 70% of coltan re-

serves (3/4 of global reserves). All these natural riches are highly coveted.

Without seeking to predict the content of the high-level discussions that the Heads of State will hold during the two-day Summit, we assume that focus will be on security and international trade.

Regarding security, the Gulf of Guinea which serves as a maritime transit and diverse traffic hub between Africa, Europe and America, has become the world's second region most affected by piracy and armed robbery at sea, just behind the horn of Africa, on the Indian Ocean.

The rise in maritime piracy in the Gulf of Guinea definitely poses a threat to the economies of its countries, which depend on port activities for their exports or foreign supplies.

As a convergence point of multiple geopolitical, geostrategic and geo-economic interests, the Gulf of Guinea is a potential hotbed of conflicts which must be avoided through strong and coherent initiatives. Indeed, countries of the Gulf of Guinea must seek the means and acquire increasingly expert strategic intelligence tools, by why not, opening a Gulf of Guinea Institute, a specialized international institution for day-to-day and cross-cutting studies of various problems affecting the area.

The security of the Gulf of Guinea cannot and will never be the concern of States in isolation. It is, by nature, a question of cooperation. For this reason, as President Paul BIYA has incessantly emphasized, solidarity is the key word in international relations in general, and more especially in the relations between the countries of the Gulf of Guinea. This solidarity should lead to the setting up, in concrete action and not in words, of a veritable community security, spring board of the impetus for the emergence of countries in the region.

In terms of international trade, it should be noted that 90% of business transactions are done by sea. Securing the Gulf of Guinea may therefore have a positive impact and a booster effect on transactions that occur in this area. It remains only to hope that they benefit primarily the peoples of the coastal states.

In any case, the Gulf of Guinea already plays a key role in the global economy, and that role will only increase in the years ahead. As was said in the past "Thalassocracies are imperfect empires". Indeed, having such an extensive shoreline is both a blessing and a source of vulnerability. It is hoped that this description will not apply to countries of the Gulf of Guinea, in their quest for security and to become emerging economies.

Sécurité maritime et émergence économique

Martin BELINGA EBOUTOU

Ministre, Directeur du Cabinet Civil de la Présidence de la République

La sédimentation du génie humain s'exprimera dans toute son ampleur à Yaoundé lors du sommet sur la sécurité maritime les 24 et 25 juin prochains. Que d'illustres personnalités et non des moindres ! De ceux qui président aux destinées des hommes et des nations ; de ceux qui veillent au bien-être des peuples et à la paix entre les États. C'est dire l'importance de l'événement, puisqu'il s'agit du premier sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission du Golfe de Guinée (CGG) sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée. Les dirigeants des trois organisations sous-régionales, le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies, ainsi que des experts et partenaires d'horizons divers, viendront se joindre à cette grand-messe diplomatique dont le but est de parvenir à la sécurisation de notre espace maritime.

En effet, le golfe de Guinée est une « *éponge à pétrole* » qui regorge d'un des plus grands gisements sous-marins de pétrole au monde. Avec 24 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées, cette partie du continent, synthèse de l'Afrique centrale et de l'Afrique occidentale, est de loin la première région pétrolifère d'Afrique. Les réserves estimées en gaz naturel sont plus importantes encore. Le golfe de Guinée renferme 30 % des réserves mondiales de diamant, 50 % de celles de cobalt et plus de 70 % des réserves

de coltan (3/4 des réserves mondiales). Toutes ces richesses naturelles attisent des convoitises.

Sans vouloir anticiper sur les discussions de haut niveau qu'auront les Chefs d'Etat durant ces deux jours, on peut s'attendre à ce qu'un intérêt particulier soit accordé à la sécurité et au commerce international.

En ce qui concerne la sécurité, le golfe de Guinée, carrefour maritime entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique, est devenu la seconde région du monde la plus affectée par les actes de piraterie et de brigandage maritimes, juste derrière la corne de l'Afrique, sur l'océan indien.

La montée de la piraterie maritime dans le golfe de Guinée est à l'évidence une menace pour les économies des pays riverains qui dépendent, pour une grande partie, des activités portuaires pour leurs exportations ou leurs importations.

Parce qu'il est un pôle de convergence de nombreux intérêts géopolitiques, géostratégiques et géoéconomiques, le golfe de Guinée est un lieu de conflits potentiels, lesquels doivent être évités par des initiatives fortes et lucides. En effet, les Etats du golfe de Guinée doivent se donner les moyens d'une intelligence stratégique toujours plus fine, en mettant en place, pourquoi pas, un Institut du Golfe de Guinée. Il s'agirait d'une structure à vocation internationale dédiée à l'étude quotidienne et transversale des différentes problématiques touchant à la sécurité de la zone.

Car la sécurité du golfe de Guinée ne peut être et ne sera jamais l'affaire d'entités étatiques isolées. Elle est, par nature, une question de coopération. Dès lors, ainsi que ne cesse de le marteler le Président Paul BIYA, la solidarité doit être le maître mot dans les relations internationales, en général, et dans les relations entre Etats du golfe de Guinée, en particulier. Cette solidarité devrait conduire à bâtir, dans les faits et non dans les mots, une véritable communauté de sécurité, socle de la dynamique d'émergence des pays de cette région.

Pour ce qui est du commerce international, il convient de relever que 90% des transactions commerciales se font par voie maritime. La sécurisation du golfe de Guinée ne pourra donc qu'avoir un impact positif et un effet suramplificateur sur les transactions qui se déroulent dans cette zone. Il ne restera qu'à espérer que celles-ci profitent en priorité aux populations des Etats riverains.

En tout état de cause, le golfe de Guinée occupe déjà une place importante dans l'économie mondiale, et cette importance ira grandissant dans les années à venir. Les anciens avaient coutume de dire que « *les thalassocraties sont des empires imparfaits* ». En effet, avoir une grande ouverture sur l'océan est à la fois une chance et une source de vulnérabilité. Il faut espérer que les Etats du golfe de Guinée ne correspondront pas à ce profil, dans leur quête de sécurité et d'émergence économique.

Golfe de Guinée : potentialités et défis sécuritaires



Le Golfe de Guinée, perçu comme une réalité aux visages multiples, est principalement considéré comme l'espace géopolitique qui va de la Côte d'Ivoire à l'Angola. C'est un vaste territoire où sept capitales politiques sur douze (soit 58,3%) ont une façade maritime donnant sur la baie : Accra, Lomé, Porto Novo, Libreville, Malabo, Luanda et Sao Tomé. Par ailleurs, il regroupe huit capitales économiques (Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou, Lagos, Douala, Bata, Pointe Noire) et 12 ports importants (Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou, Lagos, Warri, Port Harcourt, Douala, Port Gentil, Pointe Noire, Matadi, Luanda). Seuls les ports de Lagos et de Port Harcourt ont une capacité de plus de 15 millions de tonnes par an chacun,

Les côtes du Golfe de Guinée sont également parsemées d'une multitude de petits ports. Cet espace est riche en ressources de toute nature. Le Nigeria, le Cameroun et l'Angola sont classés parmi les principaux pays halieutiques de la sous-région avec 300 000 tonnes par an. Le Golfe de Guinée est en outre parsemé de champs pétroliers, s'accompagnant généralement d'une abondante quantité de gaz naturel, au large de la quasi-totalité des côtes des Etats concernés.

Par ailleurs, si la présence de la deuxième réserve forestière du monde, ainsi que d'une multitude de fleuves et bassins (Congo, Niger, Sénégal...) rallongent cette liste des richesses, il y a lieu d'ajouter les ressources humaines. La population

du Golfe de Guinée, plus de 300 millions d'habitants, est un concentré de la mondialisation où anglophones, lusophones, francophones et hispanophones se retrouvent.

C'est également une zone aux fortes potentialités agricoles et pastorales.

Les ressources minières du sous-sol (or, diamant, fer, cobalt, uranium, coltan...) constituent une autre caractéristique de cette zone. Si la RDC est considérée comme un scandale géologique, de nombreux autres pays sont abondamment pourvus en ressources naturelles du sous-sol.

En raison de ces nombreuses richesses, cette zone est devenue à la fois une aire de transit des

trafics de tout genre et un site de confrontation, de rivalité et de convoitise entre puissances.

Les enjeux sécuritaires dans la zone peuvent se résumer en deux grandes catégories : appropriation des richesses et régulation des trafics.

L'appropriation des richesses

Si l'intérêt économique du Golfe de Guinée date du 18^{ème} siècle, il faut reconnaître qu'il s'est considérablement accru au cours des dernières décennies, en raison de la découverte d'importants gisements pétroliers et de gaz naturel. Certains pays aux importants gisements, qui jusque-là attireraient peu d'acteurs internationaux, sont devenus des enjeux d'un engagement multiple et croissant.

Depuis les années 2000, à l'intérêt des Etats-Unis dont la nouvelle politique énergétique prend désormais en compte le Golfe de Guinée, s'est ajouté celui des puissances émergentes comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, ainsi que de multinationales et groupes de pressions. Le Golfe de Guinée est ainsi devenu un lieu d'investissements stratégiques.

Première région pétrolière d'Afrique sub-saharienne, le Golfe de Guinée produit à lui seul environ 5 millions de barils de pétrole sur les 9 millions produits quotidiennement. Ses réserves pétrolières se situent en grande partie en mer et elles peuvent être exploitées et acheminées à travers des routes maritimes vers les Etats-Unis, l'Asie et l'Europe.



Devenu l'un des principaux points de départ des flux pétroliers et gaziers, le Golfe de Guinée est passé d'une zone de rivalité entre grands consommateurs du monde en un théâtre de trafics en tout genre.

Dès janvier 2002, les Etats-Unis ont mis sur pied l'« *African Oil Policy Initiative Group* », composé de membres de l'administration, du Congrès, du Département d'Etat et de compagnies pétrolières. Ce groupe a recommandé que le Golfe de Guinée soit érigé en zone d'intérêt vital. Entre 2002 et 2008, des compagnies américaines ont renforcé leurs investissements dans la région. Le plan énergétique national élaboré en 2001 aux Etats-Unis prévoyant qu'à l'horizon 2015, 25% des besoins pétroliers américains soient satisfaits par le marché africain.

Cette projection américaine est allée de pair avec celle des autres puissances mondiales. Ainsi depuis 2002, « *China National Petroleum Corporation* » (CNPC) et « *China Petrochemical Corporation* » (SINOPEC) se sont implantées au Gabon, au Nigéria, en Angola et en Guinée Equatoriale. La compagnie brésilienne PETROBRAS, quant à elle, s'intéresse de plus en plus à l'Angola.

Ce regain d'intérêt international s'est aussi accompagné d'une stratégie de rapprochement militaire. Depuis 2003, en effet, les Etats-Unis font transiter par le Golfe de Guinée une partie de leur flotte de la Méditerranée. Ils ont également conclu des accords avec certains pays permettant l'utilisation ponctuelle de leurs installations aéroportuaires. De son

côté, la France a renforcé son partenariat avec plusieurs pays dans le domaine de la sécurité maritime.

S'il apparaît clairement de ce qui précède que les enjeux pétroliers du Golfe de Guinée sont à l'origine d'un jeu multiforme, orchestré par les puissances du monde, on comprend également que cette ruée vers le pétrole, en instrumentalisant les États du champ pour ne pas dire leurs élites, les fragilise et débouche sur des conflits dont l'intensité est fonction des acteurs en scène. On aura cependant tort de penser que cette rivalité n'est portée que par le secteur pétrolier. En fait, les autres richesses ne sont pas exclues. Les ressources halieutiques, par exemple, qui constituent la seconde richesse maritime du golfe de Guinée ne sont pas en reste.

Si la pêche représente une faible valeur par rapport aux productions agricoles, pétrolières et gazières, elle reste le second poste d'exportation de nombreux pays.

Selon la Commission régionale des pêches du Golfe de Guinée, la région recèle un potentiel annuel d'un million de tonnes de pêche maritime et 800 000 tonnes de pêche continentale. Ce qui est vrai pour le pétrole et la pêche l'est aussi pour les autres ressources à l'instar de la banane, du cacao, de la forêt, du bois...

La régulation des trafics

Le littoral africain s'étend sur approximativement 31 000 km, y compris l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne dont les côtes couvrent

près de 18 000 km. Étant donné les ressources navales dont dispose le continent, il est impossible de patrouiller en permanence l'ensemble de son littoral. Le manque de navires de patrouille côtière signifie que de vastes étendues des côtes africaines constituent, de fait, des espaces non gouvernés. D'ailleurs, il faut ajouter à l'étendue du littoral, la zone économique exclusive, dont l'importance économique s'accroît dans le cadre de la Commission des Nations Unies sur les limites de la plateforme continentale, qui doit discuter les appels à l'expansion du territoire maritime. Pour parvenir à contrôler ces zones, il faut pouvoir patrouiller et mettre en vigueur l'autorité de l'État. Les ressources maritimes dont disposent les États africains sont très déséquilibrées. Les pays du nord – ceux du bord de la Méditerranée – possèdent la majorité des actifs, mais ces derniers ne peuvent pas être aisément déployés dans les eaux subsahariennes. Pour patrouiller les 7,8 millions km² des zones économiques exclusives au sud du Sahara, il faut cinq frégates et sept aéronefs patrouilleurs de portée moyenne.

En conséquence, chaque État du Golfe de Guinée est confronté à des défis sécuritaires dans son domaine terrestre et/ou océanique. De manière générale, on peut dire que le manque de navires propres à ce domaine signifie une insuffisante protection côtière et un développement des trafics de tout genre (drogue, trafic d'armes, des carburants, des êtres humains et de leurs organes, des espèces protégées, mazoutage, etc.).

L'archéologie des pratiques et les visages des trafics indiquent que dans le Golfe de Guinée, toutes les menaces d'insécurité s'entremêlent. L'islamisme combattant va de pair avec le terrorisme international, la piraterie et toutes sortes de trafics illicites. Les anciens réseaux et ceux récemment recréés s'imbriquent pour pérenniser et sécuriser le système de la criminalité internationale organisée en s'affranchissant des distances et des frontières.

En pleine mutation, ces différents réseaux transfrontaliers bénéficient grandement des recettes des trafics pour acquérir de nouveaux moyens nécessaires pour pouvoir développer et continuer leurs activités criminelles. C'est pourquoi, il ne peut y avoir une lutte efficace contre la piraterie maritime sans lutte globale contre toutes les autres formes de criminalité, leur interdépendance étant désormais attestée.

Il est établi que ces activités se nourrissent les unes des autres au sein d'une alliance objective entre crime organisé et terrorisme sahélien. Guidées principalement par le souci de survie et la défense de leurs intérêts convergents, les organisations criminelles profitent des actions violentes des organisations terroristes et des guérillas ou des rébellions. Tandis que ces dernières bénéficient des financements que les activités criminelles sont en mesure de leur fournir.

Potentials and Security Challenges of the Gulf of Guinea



Though perceived variously by many people, the Gulf of Guinea is essentially the geo-political space from Côte d'Ivoire to Angola. It's a vast territory with seven political capitals out of twelve (that is 58.3%) located on the sea shore. That is Accra, Lomé, Porto Novo, Libreville, Malabo, Luanda and Sao Tomé. Also, eight economic capitals are also found on this coast, (Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou, Lagos, Douala, Bata, Pointe Noire), and twelve important ports (Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou, Lagos, Warri, Port Harcourt, Douala, Port Gentil, Pointe Noire, Matadi, Luanda). Even if only the ports of Lagos and Port Harcourt have a capacity of more than 15 million tons a year each.

The shores of the Gulf of Guinea are also full of many small ports. The area is rich in natural resources of all forms. Nigeria, Cameroon and Angola are amongst the highest fishing nations in the region with 300 000 tons per year; even if this production is modest. The Gulf of Guinea also has oil fields dotted all over onshore and offshore, usually accompanied with an abundant quantity of natural gas, extending to all the member states of the region.

Also, the presence of the second largest forest reserve in the world, together with the presence of several rivers and lakes (Congo, Niger, Sénégal) extend the list of resources of this area, to which should be added the human resources. The population of the Gulf of Guinea is over 300 million inhabitants, a

concentration of the global era, with Anglophones, Francophones, Portuguese and Spanish speakers.

This area is also a zone of high agricultural and pastoral potential.

Mineral resources (gold, diamonds, iron, cobalt, uranium coltan ...) constitute another characteristic of the zone. If the RD Congo is considered a geological scandal, several other countries also have rich mineral resources. This is true of Nigeria, Gabon, Cameroon, Ghana, etc.

As a result of these multiple riches, the zone has become a transit way for all forms of traffic, and a stage for confrontation, rivalry, and covetousness of powerful countries.



Mixed patrol : a common strategy and joint action for greater security of the Gulf of Guinea.

The security challenges can be summarised in two main categories: the challenges of appropriation of riches and the challenges of the regulation of traffickers.

The Appropriation of Riches

Even if economic interest in the Gulf of Guinea dates back to the 18th Century, it is generally agreed that it has greatly increased in the last decades, principally because of the discovery of large oil and natural gas deposits on and off the its shores. For this reason, several countries which have these deposits, which formerly attracted little or no attention before, have suddenly become of centres of multiple interests.

Since 2000, the United States developed a new energy policy that took into consideration the Gulf of Gui-

nea, and other powers came into play also, including China, India, Brazil, South Africa as well as several multinational companies and pressure groups.

The Gulf of Guinea thus became a place of strategic investments. The highest oil production region in Africa South of the Sahara, the Gulf of Guinea pumps out 5 million barrels of oil a day, out of a total of 9 million barrels. Its oil reserves are mostly found in the sea, and can be exploited and transported through existing sea routes to America, Asia and Europe. By becoming one of the principal sources of the oil flow to Europe, the United States, China, India and Brazil, the Gulf of Guinea has also become an object of rivalry an a theatre for several traffickers.

Beginning from January 2002, the United States of America set up the "African Oil Policy Initiative Group", made up of members of the administration, Congress, the State Department and oil companies. This group recommended that the Gulf of Guinea be considered a zone of vital interest, that the American government should implant a military command unit in the area and that they consider the possibility of setting up a military base in the region. Following these recommendations, between 2002 and 2008, American companies increased their investments in the region. Since then, the national energy plan set up by the United States in 2001 following the attacks on 11 September 2001 envisage that by 2015, 25% of American oil supplies will come from Africa.

This American projection was naturally followed by other world powers. In this wise, as from 2002, China National Petroleum Corporation (CNPC) and China Petrochemical Corporation (SINOPEC) set up in Gabon, Nigeria, Angola and Equatorial Guinea. The Brazilian company PETROBRAS, has developed greater interest in Angola.

The increase in international attention has come along with a strategy for military cooperation. Indeed, since 2003, the United States transit part of their Mediterranean fleet through this area. They have also signed agreements with Cameroon, Gabon, Equatorial Guinea and Congo Brazzaville in the domain of maritime security aimed at assisting in coastal protection and securing petroleum installations.

If from the ongoing it is clear that the oil potential of the Gulf of Guinea is a the origin of several happenings formulated by the world powers, one can easily understand that the rush for oil, while playing on the states involved, through their elites, weakens them to the point where conflicts flare up with an intensity that is a function of the actors on the scene. It is erroneous to think that this rivalry is only limited to the oil sector. In fact, the other riches are not excluded. Fish resources, for example, which constitute the second maritime windfall of the Gulf of Guinea, are equally important. While the first wave of immigrants to the Gulf of Guinea was mostly fishermen from other continents, they now face stiff competition from industrial fishing by foreigners whose number is incessantly increasing Even if fishing

represents less in value as compared to agriculture, oil and gas sectors, it is still the second highest export for several countries of the Gulf of Guinea, such as Nigeria.

According to the regional for fisheries in the Gulf of Guinea, the region has a potential of one million tons annually and 800 000 tons from inland fishing. What is true of these two sectors is also true for the other sectors such as banana, cocoa, the forest, wood, ...

The Regulation of Traffics.

The African coast is approximately 31 000km long, including North and Sub Saharan Africa, whose coast stretch about 18 000 km. With the naval capacity of the continent, it is impossible to permanently patrol the coast and the lack of patrol boats signifies that large areas of the African coasts constitute non-governed spaces. Besides, one can add that apart from the coastal area, the exclusive economic zones, whose economic importance is increasing, especially within the context of the United Nations Commission on the boundaries of the continental platforms, which is discussing calls for an increase in maritime territory. To be able to control these zones, patrols are necessary so as to affirm the presence of the State. The maritime resources of African countries are very unequal. The Northern countries – along the Mediterranean Sea, have a majority of the vessels, but these cannot be easily deployed in Sub-Saharan Africa. To patrol the 7.8 million km² of the economic zone of the countries South of the Sahara, it requires five frigates and seven middle range patrol seaplanes.

Consequently, each State in the Gulf of Guinea is confronted with security challenges in its land and sea territory. Generally, one can say that the lack of ships that devoted to these tasks signifies the insufficiency of coastal protection, hence the development of all forms of trafficking (drugs, arms, petrol, human beings, human organs, protected species, oil pollution, etc.).

The archaeology of the practise and types of traffic shows that in the Gulf of Guinea, all forms of insecurity are interwoven. Violent Islamic insurgency goes hand in hand with international terrorism, piracy and all forms of illicit trafficking. Old networks and those newly created or recreated fuse to prolong and harden the system of international criminality set up to transcend boundaries and frontiers.

Constantly changing, these different cross-border gangs benefit enormously from trafficking to acquire the means necessary to grow their criminal activities. That is why there cannot be an efficient anti-piracy fight without a global fight against all forms of criminality, since their inter-dependence has been established.

It is a known fact that these activities feed one another within an objective alliance between organised crime and terrorism in the Sahel. Guided mainly by their desire to survive and to defend their converging interests, the criminal organisations benefit from the violent actions of terrorist organisations, guerrillas or rebellions, while the later benefit from the finances that the criminal activities are able to obtain.

Sur les chantiers des Grandes Réalisations

Cette rubrique fait le point des grands projets en cours.

Ecole Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé «La stratégie au service de la paix»

Avec cette devise, l'Ecole, dont la mutation se poursuit, affiche clairement ses ambitions.



Le Chef de l'Etat dans le stand de la marine lors du cinquantenaire de l'armée camerounaise à Bamenda en 2010

Tout est parti de la vision du Chef de l'Etat, Chef des Armées. Lors de la célébration du 40^{ème} anniversaire de l'Armée camerounaise à Ngaoundéré (région de l'Adamaoua), le 30 mars 2000, le Président Paul BIYA avait annoncé une grande réforme de l'Armée. Le 25 juillet 2001, le Chef de l'Etat signait une série de 21 décrets matérialisant cette promesse. La modernisation de l'Armée camerounaise était engagée.

Cependant, malgré l'embellie du cadre réglementaire, le Cameroun continuait à dépenser beaucoup d'argent pour la formation et le recyclage de ses Officiers supérieurs dans les pays étrangers, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. Aussi, dans la quête de modernisation, de performance et de rayonnement de l'Armée camerounaise, le Président de la République décida-t-il de créer en janvier 2005 à Yaoundé, le Cours Supérieur Interarmées de Défense (CSID).

A la suite des instructions du Chef de l'Etat, Chef des Armées, le CSID a été rebaptisé au cours de cette année 2013, Ecole Supérieure Internationale de Guerre (ESIG). A travers ce changement de dénomination, il est aisé de percevoir la démarcation véritablement stratégique de cette institution.

Situé au quartier Simbock, dans la banlieue sud-ouest de Yaoundé, ce « laboratoire de défense » dont l'accès est éminemment sélectif, est bâti sur six hectares. Il suscite à la fois crainte, assurance, respect et considération.

L'Ecole Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé forme les diplômés de l'enseignement militaire supérieur de 2^{ème} degré des trois Armées (Terre, Air, Marine) et de la Gendarmerie. La formation dure dix mois et demi. Plusieurs objectifs sont poursuivis au cours de la formation, notamment développer l'esprit et la compétence interarmées des Officiers stagiaires ; promouvoir chez les Officiers l'ouverture et la vision prospective sur le monde, la réflexion stratégique, la recherche de l'interopérabilité dans tous les domaines et sur l'évolution des structures de paix au sein de l'Union Africaine.

A l'issue de leur formation, les Officiers sont aptes à participer à la conception, à la planification et à la conduite des opérations dans un cadre national, multilatéral ou interallié ; à exercer des responsabilités au sein des états-majors de haut niveau de l'administration centrale ou au sein d'organismes nationaux et internationaux.

Après quelques années d'existence, l'Ecole Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé a déjà une réputation établie dans le monde. Avec dix Officiers stagiaires, tous originaires du

Cameroun, à ses débuts, l'Ecole accueille aujourd'hui 42 Officiers originaires de 23 pays (Angola, Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Etats-Unis, France, Gabon, Ghana, Guinée Conakry, Madagascar, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda, RCA, RDC, Sénégal, Tchad et Togo).

L'Ecole est dirigée par un Officier supérieur expérimenté, le Général de Division NGAMBOU Esaie.



La sécurisation de notre espace maritime passe par une stratégie plus fine face aux nouvelles menaces.

On the Construction Site of Greater Accomplishments

This new column makes an update on the ongoing major projects.

International War College of Yaoundé Strategy at the Service of Peace

With this motto, the College, that is still undergoing changes, clearly spelt out its ambitions



It all started with the vision of the Head of State, Commander of the Armed Forces. During the celebration of the 40th anniversary of the Cameroon army in Ngaoundere (Adamawa Region) on 30 March 2000, President Paul BIYA announced major reforms for the army. On 25 July 2001, the Head of State signed 21 decrees to make concrete this promise. The modernisation of the Cameroon Army had started.

However, despite the improvement of the regulatory framework, Cameroon continued to spend huge sums of money for the training and recycling of senior Officers in foreign countries, especially in Europe, America and Asia. Also, in the quest of the modernity, performance and reputation for the Cameroonian Army, the President of the Republic decided to set up in January 2005 in Yaoundé, the Inter-Service Defence Academy.

A world class military academy, this Inter-Service Defence Academy was the fruit of efforts patiently made by Cameroon and France which, by mutual consent, saw the need to set up a place where African countries in particular and the world as a whole could come to reap force and efficiency. In order to make it the centre of military excellence, Cameroon signed a partnership convention with the War College of Paris.

Following instructions from the Head of State, Commander of the Armed Forces, the Inter-Service Defence Academy was renamed International War College of Yaoundé, in the course of the year 2013. By this change of name, it is easy to understand the strategy of this institution.

Situated in Simbok on the Southern outskirts of Yaoundé, this “*defence laboratory*”, access to which is highly selective, is built on six hectares. It variously evokes fear, assurance, respect and consideration.

The International War College of Yaoundé trains graduate cadets of the three armies (Land, Air, Marine) and the Gendarmerie. Training lasts for

ten and a half months. Several objectives are pursued in the course of the training, especially to develop the spirit and competence of joint military operations in the trainee officers; to promote open-mindedness and a world vision in the officers; strategic reflection, the flexibility required to carry out joint operations and the evolution of peace structures within the African Union.

At the end of their training, the Officers are capable of conceiving, planning and leading operations that are national, multilateral or inter-allied in nature; to carry out duties at the highest level of the central military administration or in national and international organisations.

The International War College of Yaoundé has established a reputation all over the world. With ten cadet Officers all from Cameroon when it started, the College today receives 42 Officers from 23 different countries (Angola, Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Congo, Côte d’Ivoire, Djibouti, United States of America, France, Gabon, Ghana, Guinea Conakry, Madagascar, Mauritania, Niger, Nigeria, Uganda, Central African Republic, DR Congo, Senegal, Chad and Togo).

The Director of the International War College of Yaoundé is General NGAMBOU Esaie, a very experienced senior Officer.



Senior Officers trained in the War College are capable of assuming high responsibilities in the Army.

Fête Nationale du 20 mai

Autour du Chef de l'Etat, le peuple fier de son unité dans la diversité



Honneurs militaires spéciaux aux Chef de l'Etat, Chef des Armées, au boulevard du 20 mai à Yaoundé.

Les Camerounais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, ont célébré avec faste et solennité la 41^{ème} édition de la fête nationale de l'Unité, le 20 mai 2013, autour du Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, garant de cette unité nationale.

Le peuple camerounais a saisi, une fois de plus, cette occasion pour réaffirmer sa volonté de vivre ensemble et sa détermination à rester uni, en étant fier de sa diversité linguistique et culturelle, élément de sa personnalité.

Conscients du fait que l'unité nationale est une construction permanente, les Camerounaises et Camerounais, jeunes et moins jeunes, de tous groupes ethniques et culturels, qui ont défilé le 20 mai sur tout le territoire national, ont proclamé à nouveau, à travers des chants patriotiques et des messages significatifs sur les banderoles et les pancartes, qu'ils constituent une seule et même Nation, engagée dans le même destin. Ils ont réaffirmé leur volonté inébranlable de construire

la patrie camerounaise sur la base de l'idéal de fraternité, de justice et de progrès. Tous ces principes peuvent être résumés dans cette belle formule : « *Un Peuple, une Nation, un Avenir* ».

La célébration de la fête nationale du 20 mai a également été une opportunité pour les Camerounais de saluer le rôle déterminant du Chef de l'Etat dans la consolidation de la paix et de l'unité nationale. En effet, depuis son accession à la magistrature

suprême, le 6 novembre 1982, le Président Paul BIYA n'a cessé d'œuvrer à l'édification d'un Cameroun uni, stable et prospère.

Le thème de la fête nationale de cette année, « *Armée et Nation, ensemble pour relever les défis sécuritaires pour un Cameroun émergent* » était en lui-même mobilisateur et rassembleur. L'on a pu s'en rendre compte lors des défilés réunissant militaires et civils dans tout le territoire national. Parce que les Camerounais considèrent l'unité nationale comme une valeur non négociable, ils se sont, une fois de plus, massivement mobilisés pour participer au défilé du 20 mai et montrer ainsi leur profond attachement à l'unité et à la paix.

A Yaoundé, siège des institutions, le défilé a connu le faste habituel. Le Président de la République, S.E. Paul BIYA, a présidé la grande parade civile et militaire au Boulevard du 20 mai, en présence de son épouse, Mme Chantal BIYA. Les forces de défense nationale, les élèves (du primaire et du secondaire), les étudiants et les militants d'une quarantaine de partis politiques ont défilé dans l'ordre et la discipline.

La réception offerte par le Couple présidentiel le soir du 20 mai au Palais de l'Unité a drainé une foule nombreuse, venue de toutes les catégories sociales.

L'un des faits marquants de la 41^{ème} édition de la fête nationale du 20 mai a été la participation remarquable d'un contingent de l'armée nigériane au défilé à Yaoundé. La présence des soldats venus du Nigéria était en soi un événement inédit. Elle traduit la normalisation des relations entre le Cameroun et ce grand pays voisin et frère depuis le règlement pacifique de l'affaire Bakassi. Une affaire au cours de laquelle le Président de la République, Paul BIYA a fait preuve une fois encore, de ses grandes qualités d'homme d'Etat, épris de paix et de dialogue. Un sage dont l'Afrique a besoin. .



La jeunesse camerounaise exaltant les valeurs de paix et de stabilité.

20th May 2013: Cameroon Celebrates its Unity

The National Day was celebrated on Monday 20th May 2013 throughout the national territory with popular events such as the march past, football games, fashion parades, cultural evenings and receptions with all kinds culinary products. This year, as in the past, all Cameroonians took time to contemplate the unity, peace and democracy which have become part and parcel of our daily lives.

This peace, unity and democracy, a common heritage of the nation, which has been carefully crafted over the years by President Paul BIYA and has the whole-hearted following of all Cameroonians, is evident in all the towns, cities and villages of

the nations where people converge from various political, religious and cultural backgrounds to partake in the march past or in the torch-light procession.

In the nations capital, the impressive march past that was presided over by the Head of State in person had all the ingredients of unity in diversity: the various units of the Armed Forces, the Police and other uniformed services; the school children in different outfits and marching styles; the various universities that were seemingly aiming at outsmarting each other with their bands and marching skills; not to talk of the different political parties that took turns to show their organisational and mobilisation

capacities. Indeed, the diversity was there, but the sense of unity and oneness was equally present.

The celebrations also highlighted the options for peace, which is at the centre of all development. The city of Yaoundé carried banners with the messages of unity, democracy, progress, development, peace, etc. The civilian march past was also graced with messages that lauded these virtues, such as “peace is our most precious gift, let’s preserve it”.

This avowed option for peace was aptly demonstrated by the presence of a detachment of the Armed Forces of Nigeria, who performed a special display, to the great delight of





the public. This invitation of the brotherly, friendly and neighbouring Nigerians to our National Day celebration was concrete demonstration by President Paul BIYA that the option of peace between the two countries is not only sincere and long-lasting, but also the only way forward for the two countries in their quest for the social and economic development of their peoples.

The celebration in Yaoundé bore tangible testimony of the huge progress Cameroon has made on the path to democracy. Discussions and attention were spiced this year by the maiden presence of Senators at the grand stand. The arrival of the Ad Hoc bureau, led by Chief Victor MUKETE, the oldest member of the Senate, and his two assistants, the two youngest members of the Senate, was greeted with rounds of applause. Their pre-

sence was a real display of what democracy is doing both to the lives of individuals and to the live of the nation. These personalities, from three different political parties (CPDM, SDF and ANDP), were all united in purpose as they took to the grand stand to represent the upper house of parliament that was holding for the first time in the history of Cameroon.

The celebration in the ten Regions of the country, in all the Divisional and Sub-divisional headquarters, was designed to follow the example of the Nation's capital. A harmonized programme for the week, including a unity walk, cross-country race, football matches, torch light processions, cultural evening, gala night, quiz competitions, debates and conferences, etc., was organized in a synchronized manner all over the national territory. These preliminary activities led to the

climax of the festivities, which was the march past that took place in all the nooks and corners of the country, giving an opportunity to all the citizens to express their patriotic fervour and the feeling of belonging to one nation.

People will ponder. Some will applaud, some will denigrate, but the fundamental is there for all to see: that Cameroonians heartily celebrated, alongside their leader, the fruits of unity, peace and democracy that have been carefully planted over the years. In Africa, a continent where conflicts and strife prevails in most regions, the peace and stability in Cameroon is an example that is worth emulating. It is thanks to the statesmanship and leadership qualities of President Paul BIYA that Cameroon has been able to acquire and maintain this laudable track record.

Quelques autres images fortes de la fête du 20 mai à Yaoundé



Le Chef de l'Etat salué à son arrivée à la loge d'honneur par le doyen du Sénat, Chief Victor ESSIMI NGO SONGO MUKETE.



Le défilé des troupes à pied de la Garde Présidentielle.



Le carré spécial de l'armée nigériane.



Des policiers camerounais ayant participé aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies à travers le monde.



La paix et l'unité nationale sont des biens précieux pour les jeunes Camerounais d'aujourd'hui et de demain.



Ferveur patriotique chez les militants du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC)



La qualité de la parade civile bien appréciée par le Couple Présidentiel.



Une vue du corps diplomatique accrédité à Yaoundé.



Le passage des militants du Social Democratic Front (SDF).



Le Front du Salut National du Cameroun.



Communion avec les invités de la soirée de gala au Palais de l'Unité.



Merci Beaucoup!

Audiences du Chef de l'Etat

1. With New Ambassadors



Mr. Nei Futuro BITENCOURT, Ambassador extraordinary and plenipotentiary of the Federative Republic of Brazil to Cameroon, presented his letters of credence to the Head of State on 17 May 2013.



Madam Zenale MAKINA, High Commissioner of the Republic of South Africa to Cameroon, presented her letters of credence to the Head of State on 17 May 2013.

2. Les envoyés spéciaux

Révolution agricole au Cameroun : l'Allemagne trace un sillon



En visite de travail au Cameroun le mois dernier, M. Günter NOOKE, représentant personnel pour l'Afrique de la Chancellerie allemande au ministère fédéral de la Coopération Economique et du Développement, a été reçu en audience par le Chef de l'Etat, le 22 mai 2013. Au terme de l'entretien qui a duré une heure environ, le représentant personnel pour l'Afrique de Mme Angela MERKEL a déclaré que les échanges ont essentiellement porté sur les investissements allemands au Cameroun. Il a notamment cité le projet de construction d'une usine d'engrais chimiques à Limbe (région du Sud-Ouest). L'objectif de ce grand projet, qui va coûter

1 250 milliards FCFA (environ 2,5 milliards de dollars), est d'accompagner la révolution agricole initiée par le Président Paul BIYA dans le cadre de la politique des « **Grandes Réalisations** ».

Le pré-accord commercial de vente de gaz naturel entre la firme allemande FERROSTAAL, la société camerounaise EurOil Limited et la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) a été signé ce même 22 mai 2013.

M. NOOKE a indiqué que ce projet marque un nouveau départ dans la coopération bilatérale. Il a été initié en avril 2011 et constitue le plus grand investissement allemand de l'heure en Afrique subsaharienne. L'usine aura

une production annuelle d'environ 600 000 tonnes d'ammoniac et 700 000 tonnes d'urée destinés au marché camerounais et à l'exportation. C'est la preuve que la politique des « **Grandes Réalisations** » du Chef de l'Etat est soutenue par la communauté internationale et que l'environnement des affaires au Cameroun est crédible.

L'émissaire de Mme Angela MERKEL a d'ailleurs souligné la volonté des autorités allemandes d'informer davantage les milieux d'affaires allemands sur les nombreuses opportunités d'investissement qu'offre en ce moment le Cameroun. L'émissaire allemand a reçu le plein soutien du Chef de l'Etat.

Agricultural Revolution: the German Touch

During his working visit to Cameroon last month, Mr. Günter NOOKE, the personal representative for Africa of the German Chancellor in the Federal Ministry of Economic Cooperation and Development, was received in audience by the Head of State on 22 May 2013. At the end of the one hour audience, the personal representative for Africa of Madam Angela MERKEL told the press that their discussions dwelt on German investments in Cameroon. He cited the project for the construction of a fertilizer factory in Limbe (South West Region). The objective of this major project, which is estimated to cost 1 250 billion Francs CFA

(about 2.5 billion US dollars), is to participate in the agricultural revolution initiated by President Paul BIYA in his policy of "**Major Accomplishments**".

A commercial agreement for the sale of natural gas was signed between the German company FERROSTAAL, the Cameroonian company EurOil Limited and the National Hydrocarbons Company (SNH) on the same 22 May 2013. Mr. NOOKE indicated that this project marked a new beginning in bilateral cooperation. It was initiated in 2013 and is the biggest German investment in Africa south of the Sahara. The factory will have an annual production capacity of

about 600 000 tons of ammonia and 700 000 tons of urea geared for the Cameroonian market and for exportation.

This is evidence that the policy of "Major Accomplishments" enunciated by the Head of State is supported by the international community and that the business climate in Cameroon is credible. The envoy of Madam Angela MERKEL also outlined the determination of the German authorities to sensitise German investors and businessmen of the various investment opportunities available in Cameroon. The German envoy had the full support of the Head of State.

Yaoundé- Abuja : la confiance règne



Monsieur Nurudeen MOHAMED, Ministre d'Etat N°2 au ministère nigérian des Affaires étrangères, envoyé spécial du Président Goodluck JONATHAN, a été reçu en audience par le Chef de l'Etat, le 22

mai 2013. Les problèmes de sécurité ont été au centre des entretiens entre le Président de la République et son hôte. Pour l'émissaire d'Abuja, les liens multiformes qui existent entre le Cameroun et le Nigeria appellent des actions

concertées afin de faire face à l'insécurité qui se traduit par la terreur installée dans une partie du Nigeria par la secte islamiste Boko Haram. Dans la traque que le gouvernement fédéral du Nigeria a lancée contre ses adeptes,

le Cameroun ne saurait servir de refuge ou de basse-arrière. Le Ministre d'Etat Nurudeen MOHAMED a reçu les assurances du Chef de l'Etat dans ce sens.

Invité à se prononcer sur l'état actuel des relations entre Yaoundé et Abuja après le règlement de l'affaire Bakassi, l'émissaire du Président Goodluck JONATHAN a déclaré que

celles-ci sont « fortes, riches et prometteuses ». A titre d'exemple, il a cité la participation d'un contingent de l'armée nigériane au défilé de la fête nationale du 20 mai 2013 à Yaoundé.

Yaoundé- Abuja: Growing Confidence

Mr. Nurudeen MOHAMED Minister of State N°2 at the Nigerian Ministry of Foreign Affairs, special envoy of President Goodluck EBELE JONATHAN, was received in audience by the Head of State on 22 May 2013. The discussions he had with the Head of State were centred on security concerns. The envoy from Abuja lauded the numerous links that exist between Cameroon and Nigeria

and called for concerted action to combat the terror that has gripped part of Nigeria as the result of the Boko Haram islamist insurgency. Following the decision by the Federal Government of Nigeria to crush the movement, some of their elements are seeking refuge in Cameroon. The Head of State assured the Minister of State that the situation will be properly handled.

Asked to give his appraisal of the current state of relations between Yaoundé and Abuja, the envoy of President Goodluck JONATHAN posited that they were "strong, rich and promising". An example is the participation of a detachment of the Nigerian Army at the march past in Yaoundé on 20 May 2013.

Washington salue la mise en place du Sénat et les progrès de la démocratie camerounaise



Le Président de la République, Paul BIYA, a reçu en audience, le 23 mai 2013, Madame Cynthia H. AKUETTEH, Sous-Secrétaire d'Etat adjointe américaine pour les Affaires africaines. S'exprimant devant la presse au terme de cette audience, Mme AKUETTEH a indiqué que les entretiens ont porté sur la situation dans certains pays du continent, notamment la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo et le Nigeria où le gouvernement fédéral se bat contre le phénomène Boko Haram.

Les autres sujets de sécurité abordés au cours de cette rencontre portaient sur la piraterie maritime dans

le Golfe de Guinée et le phénomène de braconnage au nord-Cameroun. La Sous-Secrétaire d'Etat adjointe américaine pour les Affaires africaines a sollicité l'expérience du Chef de l'Etat sur chacune des questions abordées et a apprécié les analyses lucides et pertinentes du numéro un camerounais.

A la sortie de l'audience avec le Chef de l'Etat, la Sous-Secrétaire d'Etat adjointe américaine pour les Affaires africaines a été invitée par la presse à donner son avis sur l'évolution de la démocratie au Cameroun. Elle a salué les progrès de la démocratie camerounaise, obtenus avec patience et méthode sous l'impulsion

du Président de la République, Paul BIYA. Mme AKUETTEH a en outre souligné la mise en place récente du Sénat, qui selon elle, constitue une avancée notable de notre démocratie, et s'est félicitée de la tenue régulière des élections au Cameroun, à l'instar des élections législatives et municipales prévues dans quelques mois.

En matière de gouvernance, Mme AKUETTEH, tout en relevant les efforts qui sont faits dans la lutte contre la corruption, a encouragé les pouvoirs publics camerounais à ne pas relâcher le combat contre ce fléau.

Washington Hails the Putting in Place of the Senate and Advances in Cameroon's Democracy

The President of the Republic His Excellency Paul BIYA granted audience on 23 May 2013 to Madam Cynthia H. AKUETTEH, Deputy Assistant Secretary of State for African Affairs. Speaking to the press at the end of the audience, Madam AKUETTEH indicated that their discussions centred on several countries of the African continent, especially the Central African Republic, the Democratic Republic of Congo, and Nigeria where the Federal Government has launched a fight against insurgents of Boko Haram. Other security issues discussed

during the audience included piracy in the Gulf of Guinea and the phenomenon of poaching in the northern regions of Cameroon. The American diplomat sought the advice of the Head of State on each of these issues and was very satisfied with the lucidity of the Cameroonian President.

In answer to a question on her appreciation of the democratic process in Cameroon, the Deputy Assistant Secretary of State for African Affairs lauded the progress made so far, with a lot of patience and method under the guidance of

President Paul BIYA. She pointed to the putting in place of the Senate of recent as a clear indication of the progress of our democracy and saluted the holding of regular elections in Cameroon, such as the legislative and municipal elections slated to take place a few months from now. Madam AKUETTEH, while taking note of the efforts that have already been deployed in the fight against corruption, called on the public authorities not to relent in the fight against this scourge.

3. Première rencontre officielle entre le Président de la République et le Président du Sénat



Le Chef de l'Etat a reçu en audience, le 18 juin 2013, le tout premier Président du Sénat, M. Marcel NIAT NJIFENJI. On se rappelle que celui-ci a été élu à la présidence de la Chambre haute du Parlement camerounais le 12 juin 2013. Les deux personnalités ont longuement échangé sur la mise en place du Sénat, au sujet de laquelle le Président Paul BIYA se montre particulièrement attentif.

Cette première rencontre officielle entre le Président de la République et le Président du

Sénat (deuxième personnalité de la République) aura été une occasion pour ce dernier d'être instruit profondément sur la façon dont le processus de démocratisation du Cameroun doit être mené, le Sénat en étant une des chevilles ouvrières. A cet effet, M. Marcel NIAT NJIFENJI a déclaré que le Sénat est prêt à jouer pleinement son « rôle de sagesse » à côté de l'Assemblée Nationale avec laquelle il entend travailler étroitement pour la consolidation de la démocratie dans notre pays.

Enfin, le premier Président du Sénat camerounais a renouvelé sa profonde gratitude au Chef de l'Etat pour la haute marque de confiance placée en lui. Il a dit partager la surprise de l'opinion sur sa désignation comme deuxième personnalité du pays, tout en précisant que cela correspondait parfaitement à un processus de pensée dans la discrétion que le Chef de l'Etat a su développer.

Cameroon's Democracy on the Move : Senate President at Unity Palace



The Head of State granted audience on 18 June 2013 to the President of the Senate, Marcel NIAT NJIFENJI. It should be recalled that he was elected President of the upper house of Cameroon's Parliament on 12 June 2013. The two personalities had a long exchange on the setting up of the Senate, a subject on which President Paul BIYA pays a lot of attention.

This maiden official meeting between the President of the Republic and the President of the Senate (the second personality of the Republic) was an occasion for him to receive pertinent instructions on the democratisation process in Cameroon, with the Senate being a key player.

In this wise Marcel NIAT NJIFENJI declared that the Senate was fully ready to play its "role of wisdom" besides the National

Assembly with which it is going to work in full collaboration so as to consolidate democracy in our country.

Finally, the first President of Cameroon's Senate took the opportunity to once more express his profound gratitude to the Head of State for the confidence bestowed on him. He had understanding for those who were surprised by his election, and said it was line with the discretion that the Head of State has carefully crafted.

Les principaux actes du Chef de l'Etat

Entre le 9 mai et le 21 juin 2013, le Président de la République a promulgué une loi et signé 41 décrets et 150 arrêtés. Les textes les plus importants sont retenus dans trois des quatre principaux pôles de la politique des « Grandes Réalisations » ci après :



Pôle de la Gouvernance

Loi n°2013/006 du 10 juin 2013 portant règlement intérieur du Sénat.

Décret n°2013/188 du 18 juin 2013 portant nomination du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de la Société de Recouvrement des Créances du Cameroun (SRC).
Directeur Général : Mme MESSI Marie-Rose Thérèse Odile; Directeur Général Adjoint : M. YOSSA Bernard.

Décret n°2013/187 du 18 juin 2013 portant nomination d'un Inspecteur Général au Ministère des Transports M.NGOUMBE Zacharie.

Décret n°2013/178 du 17 juin 2013 portant avancement de Commissaires Divisionnaires et reclassement de 80 commissaires divisionnaires.

Décret n°2013/179 du 17 juin 2013 portant reclassement de 354 Commissaires de Police Principaux.

Décret n°2013/180 du 17 juin 2013 portant avancement d'échelon de 4 Commissaires de Police et reclassement de 192 Commissaires de Police.

Décret n°2013/181 du 17 juin 2013 portant inscription en additif au tableau d'avancement au grade des personnels officiers des forces de Défense au titre de l'année budgétaire 2013.

Décret n°2013/182 du 17 juin 2013 portant promotion aux grades supérieurs des personnels Officiers d'active des forces de Défense au titre du Second Semestre 2013.

Décret n°2013/183 du 17 Juin 2013 portant au grade de Sous-lieutenant ou Enseigne de Vaisseaux de 2eme

classe des adjudants Chefs et Maitres Principaux des forces de Défense inscrits au tableau d'avancement de grade au titre de l'année 2013.

Décret n°2013/176 du 14 juin 2013 portant nomination de responsables au Ministère des Finances.

Inspection générale

Inspecteur Général des Services des Régies Financières : M. DJIBRILLA NANA ;

Inspecteur Général des Services Administratifs et Budgétaires : M. NDILLE Albert ;

Administration centrale

Directeur Général des Impôts :

M. MOPA FATOING Modeste ;

Directeur Général des Douanes :

Mme LIBOM LI LIKENG Minette ;

Directeur Général du Trésor, de la

Coopération Financière et Monétaire :
M. MOH TANGONGHO Sylvester ;
Directeur Général du Budget
M.SAMBA Antoine Félix

Décret n°2013/177 du 14 juin 2013
portant nomination du Directeur
Général Adjoint de la société Came-
roon Airlines Corporation (CAMAIR-
Co) M. MBOTTO EDIMO Frédérique.

Décret n°2013/171 du 29 mai 2013
modifiant et complétant certaines
dispositions du décret n°2012/551 du
20 novembre 2012 portant création
des Unités de Police au sein des Dé-
légations Régionales de la Sûreté Na-
tionale.

Décret n°2013/174 du 12 juin 2013
portant nomination dans l'Ordre du
Mérite Camerounais. Au grade de
Chevalier : Chef de Bataillon M. BAL-
LEY L. DUANE ; Mme SESSOMS Pa-
trice.

Décret n°2013/174 du 12 juin 2013
portant nomination dans l'Ordre de la
Valeur. Au grade de Chevalier : Capi-
taine de Frégate TULLY John.

Décret n°2013/169 du 27 mai 2013
portant organisation du Ministère des
Petites et Moyennes Entreprises, de
l'Economie Sociale et de l'Artisanat.

Décret n°2013/160 du 15 mai 2013
portant règlement général de la comp-
tabilité publique.

Décret n°2013/159 du 15 mai 2013
fixant le régime particulier du contrôle
administratif des finances publiques.

Décret n°2013/156 du 14 mai 2013
portant nomination d'un Sous-préfet.
M. GUIBAÏ BALDENGA Gilbert.

Décret n°2013/157 du 15 mai 2013
portant réhabilitation et réintégration
d'un Officier dans les Forces de Dé-
fense. (Lieutenant-colonel NDY
MINYA Samuel)

Décret n°2013/165 du 17 mai 2013
portant naturalisation de M. LOPEZ
André

**Arrêté n°595/CAB/PR du 18 juin
2013** portant révocation de M.
OLOMO Wilfried Olivier (Mle 595 390-
M), Gardien de la Paix de 2^{ème} grade

Arrêté n°594/CAB/PR du 18 juin 2013
portant révocation de Monsieur
NGOA Jean (Mle 356 016-M), Officier
de Police de 2^{ème} grade.

**Arrêté n°593/CAB/PR du 17 juin
2013** portant reclassement de 622
Officiers de Police Principaux

Pôle des services et des nouvelles technologies.

Décret n°2013/172 du 07 juin 2013
portant approbation de la Convention
de concession pour l'établissement et
l'exploitation d'un réseau de commu-

nications électroniques mobiles au
profit de la Société VIETTEL CAME-
ROUN.

Pôle industriel de pro- duction et de transfor- mation

Décret n°2013/163 du 16 mai 2013
habilitant le MINEPAT à signer avec
STRELITZIA HOLDING LIMITED du
Royaume Uni, un accord de prêt d'un
montant de 320 millions d'euros, soit
environ 210 milliards de FCFA pour le
financement de la route Loum-
Kumba-Ekondo Titi-Mudemba-
Isangele-Akpa.

Décret n°2013/189 du 18 juin 2013
portant ratification de l'accord de prêt
n°2100150028147 d'un montant
maximum équivalant à 47260000 uni-
tés de compte, soit environ 37,37 mil-
liards de FCFA, conclut le 9 février
2013 entre la République du Came-
roun et le Fonds Africain de Dévelop-
pement (FAD) pour le financement
partiel du projet d'aménagement de la
route Kumba-Mamfé, dans la Région
du Sud-ouest.

Le temps des Réalisations

Une publication du Cabinet Civil de la Présidence de la République

Directeur de publication : Martin BELINGA EBOUTOU, *Ministre, Directeur du Cabinet Civil*

Coordonnateur : Joseph LE, *Directeur Adjoint du Cabinet Civil, Chef de la Cellule de Communication*

Conseillers à la rédaction : Oswald BABOKE, *Conseiller Technique*

Jean Lucien EWANGUE, *Attaché*

Rédacteurs en Chef : Nicolas AMAYENA, *Attaché*

BANSI Victor SUYHANG, *Attaché*

Contribution : Secrétariat Général de la Présidence de la République

(division linguistique et du bilinguisme ; service du fichier législatif et réglementaire)